

2° Par le comité social et économique lorsque les conditions fixées aux articles ***L. 2315-82*** et ***L. 2315-83*** ne sont pas réunies.

Le directeur régional se prononce dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception de la demande. Une copie de la décision est adressée aux autres parties.

Sous-section 2 : Autorité administrative compétente

R. *1233-3-4

Décret n°2013-554 du 27 juin 2013 - art. 2

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

L'autorité administrative mentionnée aux articles ***L. 1233-39***, ***L. 1233-46***, ***L. 1233-48*** à ***L. 1233-50***, ***L. 1233-53*** et ***L. 1233-56*** à ***L. 1233-57-8*** est le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi dont relève l'établissement en cause.

R. 1233-3-5

Décret n°2020-88 du 5 février 2020 - art. 1

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Lorsque le projet de licenciement collectif porte sur des établissements relevant de la compétence de plusieurs directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, l'employeur informe le directeur régional du siège de l'entreprise de son intention d'ouvrir une négociation en application de l'article ***L. 1233-24-1***. L'employeur notifie à ce directeur son projet de licenciement en application de l'article ***L. 1233-46***. En application de l'article ***L. 1233-57-8***, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi compétent est celui dans le ressort duquel se situe le siège de l'entreprise.

En cas d'unité économique et sociale, le directeur compétent est celui dans le ressort duquel se situe le siège de l'entreprise principale.

En cas d'accord de groupe, le directeur compétent est celui dans le ressort duquel se situe le siège de l'entreprise dominante.

En cas d'entreprise internationale dont le siège est situé à l'étranger, le directeur compétent est celui dans le ressort duquel se situe la succursale dont le nombre d'emplois concernés est le plus élevé.

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi compétent informe l'employeur de sa compétence par tout moyen permettant de conférer une date certaine.

L'employeur en informe, sans délai et par tout moyen, le comité social et économique ainsi que les organisations syndicales représentatives.

Conseil d'Etat

> Conseil d'Etat, 4ème et 1ère chambres réunies, 2022-12-13, 454491 [[ECLI:FR:CECHR:2022-454491;20221213](#)]

Sous-section 3 : Information de l'autorité administrative

D. 1233-4

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

La notification du projet de licenciement prévue à l'article ***L. 1233-46*** est adressée par la voie dématérialisée au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Outre les renseignements prévus au troisième alinéa de l'article ***L. 1233-46***, la notification précise :

- 1° Le nom et l'adresse de l'employeur ;
- 2° La nature de l'activité et l'effectif de l'entreprise ou de l'établissement ;
- 3° Le nombre des licenciements envisagés ;
- 4° Le cas échéant, les modifications qu'il y a lieu d'apporter aux informations déjà transmises en application de l'article ***L. 1233-31*** ;
- 5° En cas de recours à un expert-comptable par le comité social et économique, mention de cette décision ;